



Note de présentation brève et synthétique du budget primitif 2026

L'article L.2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note de présentation brève et synthétique du budget primitif 2026 sera disponible sur le site internet de la ville.

Le Budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2026. Il respecte les principes budgétaires : sincérité, annualité, unicité, spécialité et équilibre.

Le projet de budget 2026 a été bâti sur les bases du rapport d'orientation budgétaire présenté le 24 novembre 2025.

Budget principal 2026

• Grands chiffres de l'équilibre budgétaire 2026 : 23,473M € en fonctionnement et 8,847M € en investissement.

Pour rappel, en 2025, l'équilibre était de 22,89M € en fonctionnement et 7,87M € en investissement.

• Les charges de personnel s'élèvent à 13,283M€ en 2026. Pour rappel, en 2025, elles étaient de 12,847M€

Les grandes orientations budgétaires pour 2026 sont les suivantes :

Le contexte économique et social ainsi que les orientations du Gouvernement à travers les projets de loi de finances initiale et de la sécurité sociale continuent de placer la réalisation de l'équilibre budgétaire sous une contrainte considérable et renforcée en 2026.

L'inflation généralisée sur 2023, 2024, celle plus modérée sur 2025 à 1% et le niveau de prix atteint continuent d'impacter la totalité des actions municipales.

Les orientations du Projet de loi de Finances indiquent malheureusement que le nouveau Gouvernement comme l'ancien n'a pas pris toute la mesure de l'enjeu pour accompagner les collectivités et leur capacité d'action et envisage même de les réduire.

L'Etat acte une relative stabilité de la Dotation Globale de Fonctionnement, ce qui à la fois ne couvre pas l'inflation de 2022 de 7.1 %, de 2023 de 4.9 %, de 2024 de 1,7% ainsi que celle de 2025 estimé à 1 %, ni même les hausses successives de la valeur du point d'indice ainsi que l'augmentation totale de 12 points de % des cotisations retraite des fonctionnaires actée dans la loi de finances 2025 phasée en 4 augmentations annuelles de 3 points de % qui impactent donc les exercices 2025, 2026, 2027 et 2028. Plutôt que de rehausser ses concours aux collectivités pour les aider à faire face aux conséquences des inflations et soutenir les habitants, l'Etat devrait probablement à nouveau demander des efforts aux collectivités qui impacteront la Ville de Montivilliers, soit directement, soit indirectement via la baisse de moyens de la Communauté urbaine. Tout en stigmatisant le niveau de dépenses, notamment de personnel, du bloc municipal, ce sont bien des décisions de l'Etat qui impactent de manière obligatoire ces mêmes dépenses de personnel : les hausses de cotisations retraite prévues au PLFSS 2026 représenteront une dépense supplémentaire de nouveau de l'ordre de 180 K€ soit l'équivalent en moyenne de 5 ETP (équivalents temps plein).

En 2026, La Ville maintiendra à nouveau l'engagement de faire face à ses dépenses sans recourir à l'augmentation du taux municipal de la taxe foncière, en privilégiant avant tout les mesures d'économies internes et structurelles. Ce choix marque la volonté d'épargner le pouvoir d'achat des Montivillonnais toujours grevé par la situation économique. C'est la raison pour laquelle, cette année encore, les tarifs municipaux ne connaîtront pas de réévaluation.

Pour faire face aux dépenses, la Ville poursuivra à nouveau un effort de sobriété qui va au-delà du seul plan de mesures d'économies d'énergie dans nos bâtiments et traverse l'ensemble de ses orientations budgétaires. En l'absence du recours à l'augmentation du taux de fiscalité locale, chaque

économie possible sera mobilisée de manière responsable pour maintenir la dépense et l'action utile au service des habitants.

Si la maîtrise de la dépense salariale est impactée en 2026 par la forte augmentation des cotisations retraite, elle se fait aussi avec la volonté de concourir à la qualité de vie des agents. Ainsi, la contribution obligatoire à l'assurance prévoyance rendue obligatoire au 01/01/2025 a été portée à 15€/mois alors que le minimum légal s'élève à 7€/mois. Ce montant sera maintenu en 2026. Au 1^{er} janvier 2026 la contribution obligatoire à l'assurance santé s'ajoute à celle de l'assurance prévoyance. La collectivité a fait le choix de participer à hauteur de 20€ pour l'ensemble des agents souscrivant à une mutuelle labellisée. Cette participation est supérieure au montant minimum légal de 15€. Il peut être regrettable que ces nouvelles mesures, à la charge des employeurs – qu'ils soient publics ou privés –, soient appliquées parallèlement au désengagement de l'État dans le domaine du remboursement des frais de santé, ce qui revient indirectement à transférer le financement du système de santé vers l'employeur plutôt que de le maintenir dans le cadre de la solidarité nationale.

Les orientations budgétaires traduisent également la volonté de :

- Répondre aux besoins de solidarité de la population dans un contexte où les effets économiques et sociaux risquent d'accroître la précarité des plus vulnérables. Cela se traduit notamment par l'augmentation de la subvention au CCAS pour répondre aux besoins, notamment à l'attention de nos aînés et le niveau de service offert en résidence autonomie sans augmentation tarifaire. La Ville poursuivra ses efforts en matière de maintien de l'autonomie, comme à la lutte contre la précarité.
- Maintenir le niveau d'action en matière éducative et au service de l'enfance et de la jeunesse, avec le maintien du niveau de financement des coopératives scolaires, du don d'un livre aux enfants des classes maternelles, des spectacles à destination des scolaires et de l'action éducative de la Ville dans le cadre périscolaire et l'accueil de loisirs, ainsi que la mise en place d'une restauration sur les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et le mercredi loisirs depuis septembre 2025. L'action sera également déployée sans augmentation tarifaire.
- De consolider le déploiement d'une politique culturelle et d'animation en proximité de la Ville et de ses quartiers, comme au travers de l'éducation artistique, de l'accès à la lecture publique, du maintien de la gratuité de la bibliothèque mais aussi du maintien des tarifs et d'une offre importante de rendez-vous culturels gratuits, ainsi que la réouverture au public de l'abbaye depuis septembre 2025.
- De soutenir la vie associative et l'engagement dans la participation bénévole des Montivillonnaises et des Montivillons. L'enveloppe des subventions aux associations sera reconduite sans baisse. Au-delà du volume de subventions aux associations, il convient de rappeler l'importance des équipements mis à disposition de la vie associative, qu'il s'agisse des équipements sportifs ou autres salles.
- De poursuivre la mise en œuvre de notre plan climat-air-énergie à l'échelle communale ainsi que notre stratégie de résilience en faveur de l'adaptation de la ville au changement climatique comme à la préservation de la biodiversité.
- De prévoir, comme pour toutes les communes, l'adaptation de l'ensemble du patrimoine de la ville. Cela concerne à la fois l'entretien des édifices culturels relevant de la responsabilité de la Ville, mais aussi l'ensemble des bâtiments publics ayant pour la plupart été construits dans les années 60 et nécessitant une rénovation, dont l'infrastructure peut être obsolète.

- Cet impératif d'adaptation aux transitions énergétiques et de préservation de notre patrimoine continuera de guider nos projets d'investissement. Malgré une marge de manœuvre impactée par ce contexte financier, nos principaux projets seront maintenus au niveau nécessaire en mobilisant la capacité à recourir à l'emprunt de manière maîtrisée. Les projets répondant à l'adaptation aux transitions écologiques et énergétiques seront privilégiés, avec notamment le projet de la nouvelle école maternelle initié en 2023 : la phase de reconstruction débutée en 2025 se poursuivra en 2026.

Les autres opérations consisteront essentiellement à la poursuite des opérations engagées la continuité des travaux de défense incendie ainsi que d'accessibilité de nos bâtiments, puis la continuité des travaux sur nos différentes écoles. Après de multiples constats de détérioration de l'église abbatiale, l'équipe municipale a fait le choix de s'atteler à sa rénovation avec un diagnostic structurel co-financé par la DRAC. A cet effet, au Budget Supplémentaire dès 2024 renforcé par le budget supplémentaire 2025, une provision de 1.4 M€ avait été inscrite avec comme objectif d'initier ce chantier d'ampleur en commençant par la toiture.

En dépit des contraintes financières, le budget 2026 doit conduire à poursuivre les actions volontaristes de notre plan de rénovation énergétique des bâtiments.

Niveau des charges et recettes de fonctionnement maîtrisées par le Conseil Municipal :

- Niveau de l'emprunt d'équilibre : 5.57 M €.
- Niveau des taux d'imposition sur les ménages : gel des taux de fiscalité locale.

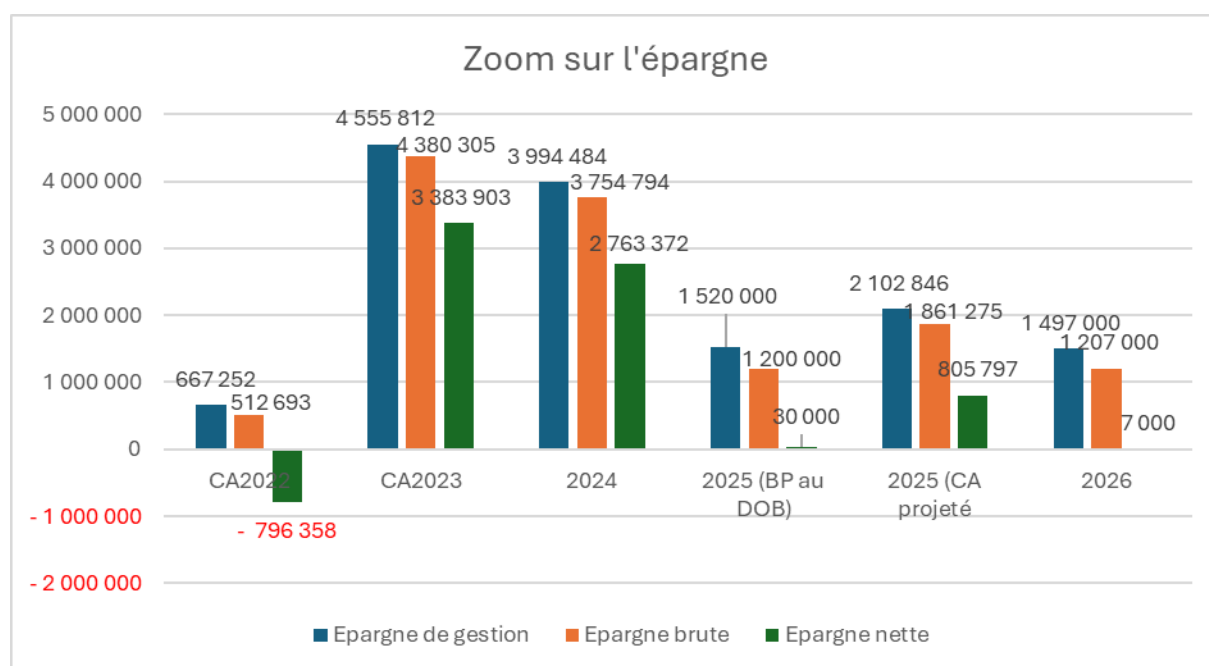
Evolution du budget entre 2025 et 2026

LIBELLES	DEPENSES BP 2025	DEPENSES BP 2026	RECETTES BP 2025	RECETTES BP 2025
<u>FONCTIONNEMENT</u>				
011 Charges générales	4 754 000	4 597 000		
012 Salaires	12 847 000	13 283 000		
014 Atténuation de produits	328 000	268 000		
022 Dépenses imprévues				
65 Participations (dont subv au CCAS sur 2025 pour 1 750 000)	2 657 000	3 004 000		
66 Intérêts des emprunts	320 000	290 000		
67 Charges exceptionnelles	15 000	15 000		
68 Dotations aux provisions	16 000	16 000		
Opérations d'ordre de transfert entre sections (042)	1 400 000	1 500 000		
Virement à l'investissement (023)	560 000	500 000		
Atténuations de charges (013)			30 000	30 000
Impôts et taxes (73)			3 281 000	3 520 000
Fiscalités locales (731)			13 344 500	13 540 000
Dotations (Etat + Département) (74)			3 552 900	3 319 000
Produits des services et du domaine (70)			1 860 100	2 199 000
Autres produits de gestion courante (75)			68 500	72 000
Autres recettes (prod finan, except...)				
Opérations d'ordre de transfert entre sections (042)			760 000	793 000
TOTAL	22 897 000	23 473 000	22 897 000	23 473 000
<u>INVESTISSEMENT</u>				
021 Virement de la section de Fonctionnement			560 000	500 000
040 Opérations d'ordre	760 000	793 000	1 400 000	1 500 000
041 Opérations patrimoniales	500 000	500 000	500 000	500 000
16 Emprunts et dettes assimilés	1 170 400	1 200 400	400	400
020 Dépenses imprévues				
024 Cessions			80 000	117 000
10 F.C.T.V.A et taxe d'aménagement			280 000	280 000
Inscriptions	5 440 000	6 005 000	500 000	380 000
16 Emprunt contracté sur l'exercice			4 550 000	5 570 000
TOTAL	7 870 400	8 498 400	7 870 400	8 847 400

Plan des opérations 2026 :

Opérations 2026	Montant
10012 - TERRAIN TERNON SENTE DES RIVIERES	4 800,00 €
10113 - DEFENSE INCENDIE	60 000,00 €
1016 - ACCESSIBILITE	100 500,00 €
1021 - GROS TRAVAUX ECOLES	100 000,00 €
10212 - DECONSTRUCTION ET RECONSTRUCTION ECOLE MATERNELLE	2 514 500,00 €
10301 - TRAVAUX DE COUVERTURE DE L'ABBATIALE	129 500,00 €
10302 - AMENAGEMENTS INTERIEURS DE L'ABBAYE	178 500,00 €
1040 - AMENAGEMENTS SPORTIFS DE LA BELLE ETOILE	25 000,00 €
10401 - EQUIPEMENTS SPORTIFS	11 000,00 €
10411 - GMT	189 000,00 €
Total	3 312 800,00 €

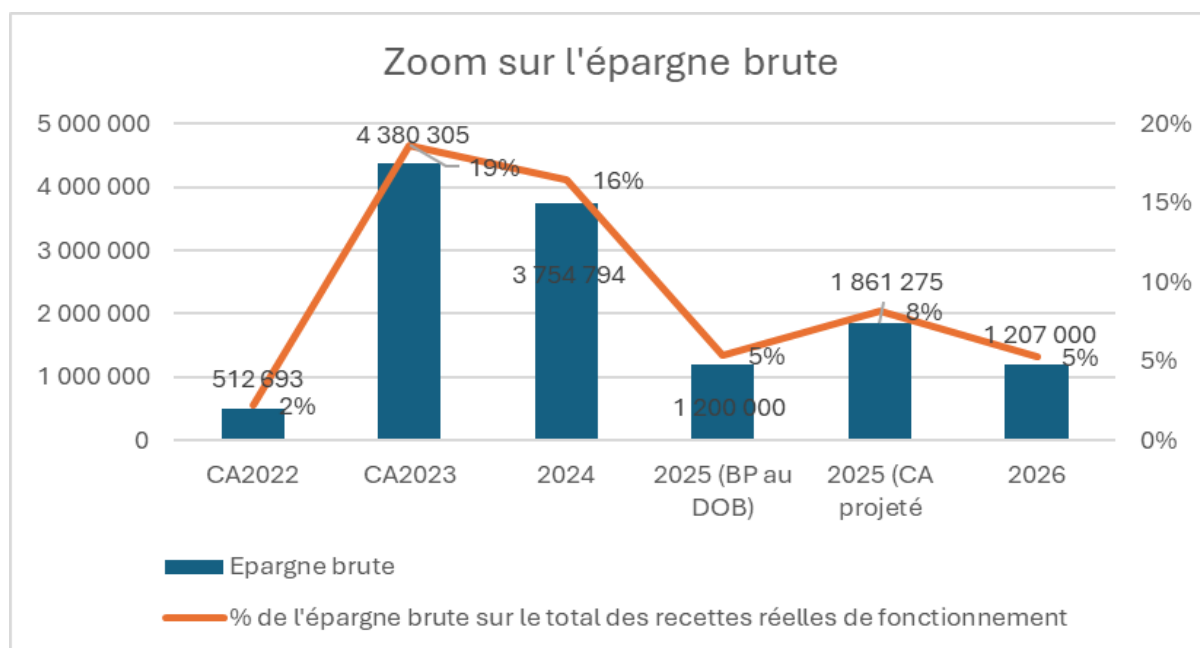
Zoom sur la capacité d'épargne



A noter sur le CA 2022 l'impact important de l'annulation d'écritures à hauteur de 1 409 441.94 € liée à la régularisation de la ZA Epaville supportée en dépenses de fonctionnement en 2022 constituant une dépense exceptionnelle impactant de manière importante notre niveau d'épargne. Sans cette régularisation ponctuelle, l'épargne de gestion aurait été de + 2 076 693 €, l'épargne brute aurait été de + 1 922 134 € et l'épargne nette aurait été de + 613 083 €.

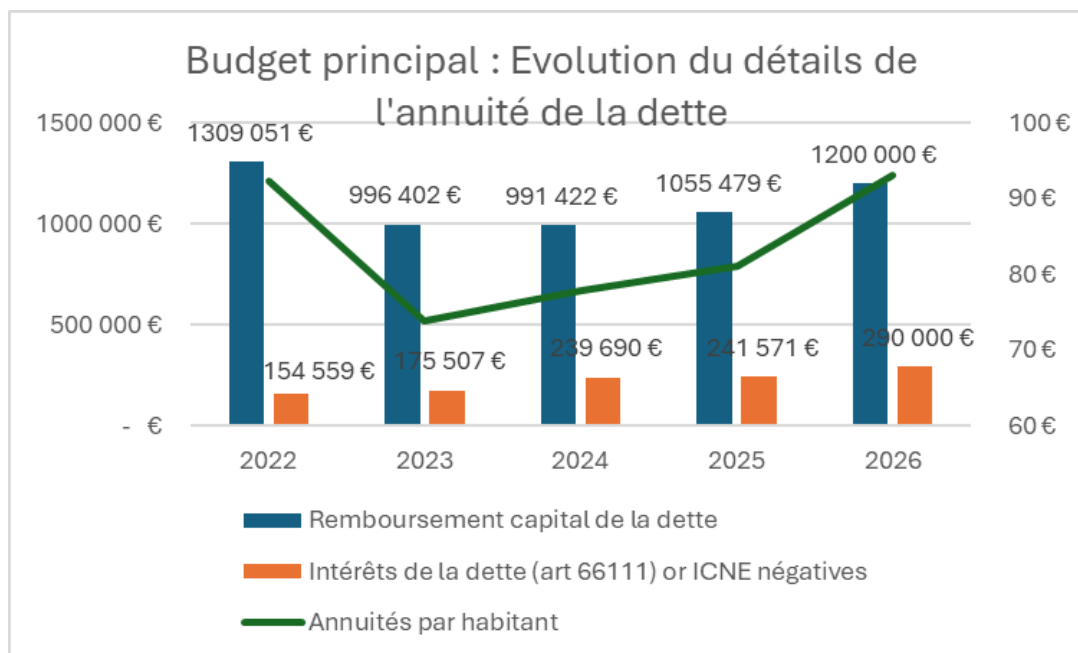
	CA2022	CA2023	2024	2025 (BP au DOB)	2025 (CA projeté)	2026
Epargne de gestion	667 252	4 555 812	3 994 484	1 520 000	2 102 846	1 497 000
Epargne brute	512 693	4 380 305	3 754 794	1 200 000	1 861 275	1 207 000
Epargne nette	- 796 358	3 383 903	2 763 372	30 000	805 797	7 000

Zoom sur l'épargne brute

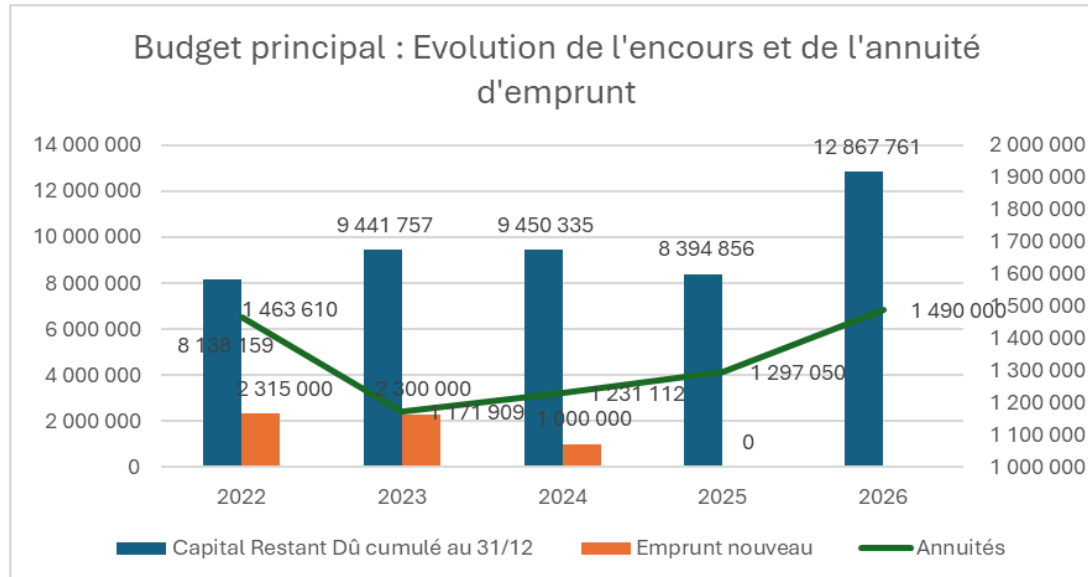


Dette

Zoom sur l'encours de dette



Zoom sur le remboursement de la dette



Zoom sur le détail de la dette du budget principal par année, sans nouvel emprunt

	2025	2026	2027	2028
Encours moyen	11 586 536 €	10 412 384 €	9 059 359 €	7 890 340 €
Capital payé sur la période	1 684 363 €	1 401 115 €	1 353 591 €	1 154 063 €
Intérêts payés sur la période	270 727 €	* 245 304 €	* 213 070 €	* 181 437 €

Synthèse des budgets 2026 des budgets annexes

BUDGET ANNEXE ACTIVITÉS ASSUJETTIES A TVA

Pour rationaliser les activités assujetties à la TVA, et hormis les budgets d'aménagement, il a été proposé de regrouper les trois budgets annexes assujettis à la TVA en un seul avec trois activités distinctes au budget primitif 2019 : « cœur d'abbaye boutique », « manifestations payantes, culture et patrimoine » et « développement économique, urbain et de l'emploi ».

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 348 000,00 €.

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 126 000,00 €.

<u>ACTIVITES</u>	<u>FONCTIONNEMENT</u>		<u>INVESTISSEMENT</u>	
	Total dépenses	Total recettes	Total dépenses	Total recettes
Cœur d'abbaye boutique	1 000,00 €			
Manifestations payantes, culture et patrimoine	72 700,00 €	28 000,00 €		
Développement économique, urbain et de l'emploi	54 200,00 €	205 000,00 €		
Service technique	50 000,00 €		75 500,00 €	
Service comptabilité	170 100,00 €	115 000,00 €	50 500,00 €	126 000,00 €
Equilibre des sections	348 000,00 €	348 000,00 €	126 000,00 €	126 000,00 €

A noter :

- Maintien d'une subvention d'équilibre du Budget principal vers le BA A TVA pour 90 000 € contre de celle de 2022 prévue pour 130 000 €, celle de 2023 de 100 000 €, celle de 2024 de 140 000 et celle de 2025 de 145 000 €.

BUDGET ANNEXE ÉCO-QUARTIER RÉAUTE/FRÉVILLE

Le budget annexe Eco-quartier Réauté/Fréville individualise les dépenses et les recettes effectuées pour l'aménagement de cette zone. Ces activités sont individualisées dans un budget annexe du fait :

- De la nécessité de connaître le coût final de ce type d'opération
- D'une obligation fiscale, les activités de lotissement entrant dans le champ d'application de la TVA
- De la mise en œuvre d'une comptabilité particulière retracée dans une comptabilité de stocks de terrains

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 6 031 000 €.

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 6 320 000 €.

<u>FONCTIONNEMENT</u>		
	Total dépenses	Total recettes
011 – Charges à caractère général	289 000,00 €	
042/043 – Opérations d'ordre	5 721 000,00 €	6 031 000,00 €
66 – Charges financières	21 000,00 €	
Equilibre de la section	6 031 000,00 €	6 031 000,00 €

<u>INVESTISSEMENT</u>		
	Total dépenses	Total recettes
040 – Opérations d'ordre	6 010 000,00 €	5 700 000,00 €
16 – Emprunts et dettes assimilées	310 000,00 €	620 000,00 €
Equilibre de la section	6 320 000,00 €	6 320 000,00 €

A noter :

- La subvention d'investissement remboursable du Budget principal vers le BA Eco Quartier pour un montant de 620 K €

BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT COMMUNAL QUARTIER DU TEMPLE

Le budget annexe Lotissement communal Quartier du Temple individualise les dépenses et les recettes effectuées pour l'aménagement de cette zone. Ces activités sont individualisées dans un budget annexe du fait :

- De la nécessité de connaître le coût final de ce type d'opération.
- D'une obligation fiscale, les activités de lotissement entrant dans le champ d'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).
- De la mise en œuvre d'une comptabilité particulière retracée dans une comptabilité de stocks de terrains.

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 231 000,00 €.

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 231 000,00 €.

<u>FONCTIONNEMENT</u>		
	Total dépenses	Total recettes
011 – Charges à caractère général	70 000,00 €	
042 – Opérations d'ordre	161 000,00 €	231 000,00 €
68 – dotations aux provisions		
Equilibre de la section	231 000,00 €	231 000,00 €

<u>INVESTISSEMENT</u>		
	Total dépenses	Total recettes
040 – Opérations d'ordre	231 000,00 €	161 000,00 €
16 – Emprunts et dettes assimilées		70 000,00 €
Equilibre de la section	231 000,00 €	231 000,00 €

A noter :

- La subvention d'investissement remboursable du Budget principal vers le BA du Temple pour un montant de 70 000 €